

Bayonne



LE PIÉTON

Ne pouvait que noter la petite ironie de la situation, samedi après-midi, dans le quartier Saint-Esprit. Alors que des habitants se rassemblaient pour dire leur ras-le-bol des incivilités dans le quartier, la dynamique rue Sainte-Catherine proposait des animations autour du bien-être et de la détente: massages, ateliers de méditation...

BOUTIN
CHAUSSURES

Nouvelle Collection

BAYONNE
CENTRE-VILLE
4, avenue du 11-Novembre • 05 59 59 31 26
RN 10
76, avenue Maréchal-Gaillard • 05 59 63 11 84

AGENDA

L'enfance de l'art. Inscriptions tous les jours, 34, rue Poissonnerie, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Tél. 05 59 59 33 17. Reprise le 10 septembre.

Gallion « Galeon Andaluca ». Sur le quai Edmond-Foy, visite tous les jours de 10 h à 20 h sur les six ponts du bateau, exposition, vidéos jusqu'au 7 septembre. Tarifs: 8 €, 4 € pour les 5-10 ans.

UTILE

Police nationale.
Tél. 05 59 46 22 22.

Police municipale.
Tél. 05 59 59 75 52.

Fourrière. 05 59 23 68 68.

Encombrants. Tél. 05 59 57 00 00. Appeler deux à trois jours avant le ramassage.

Voirie.
Tél. 0 800 64 00 64.

L'improbable agor

PLACE DE LA RÉPUBLIQUE Des habitants ont dénoncé l'insécurité. Un moment « surréaliste » d'échanges avec le maire et ceux largement considérés comme les auteurs de trouble

PIERRE PENIN
p.penin@sudouest.fr

Un moment « surréaliste ». Voilà le qualificatif le plus partagé, samedi après midi, place de la République, à Bayonne. Une centaine d'habitants et quelques commerçants réunis pour dénoncer l'insécurité dans le quartier Saint-Esprit. Trois des jeunes gens désignés comme la source des problèmes plantés devant eux. Ils semblent les toiser. Le maire, Jean-René Etchegaray, qui prend le micro, répond aux manifestants. Puis interpelle lesdits jeunes. Quelques invectives, isolées mais sonores. Apartés vifs. Une heure et demie de balancement entre grand n'importe quoi et exercice de démocratie directe finalement assez intéressant.

L'appel au « rassemblement pacifique » avait été lancé, jeudi, par le Collectif des habitants de Saint-Esprit. Ses tenants se gardent de lier directement l'initiative à l'agression du week-end précédent, mais elle en fut le déclencheur. Le patron d'un restaurant frappé d'un coup de couteau par un mineur de 15 ans.

Sous les platanes de la place en cours de rénovation, une pétition récolte les parphes: « Environ 500 », compte Pascal Ballatore, membre du collectif. Le texte dénonce « tapages nocturnes », « trafics de stupéfiants », « vandalisme », « portes d'immeubles cassées », « insultes et menaces », « agressions physiques »...

Sentiment d'abandon
Thierry habite depuis dix-sept ans dans le quartier. « J'ai vu le changement depuis 2011. » Il déplore « le regroupement de dealers qui se sont approprié l'espace ». En fait, quelques points entre la place de la République et la rue Sainte-Catherine, où une poignée fixe son activité. « On a le

sentiment d'une inaction des pouvoirs publics, malgré nos nombreuses démarches. Il faut attendre des choses graves, pour qu'il se passe quelque chose. On se sent abandonnés. »

Un homme abonde au micro: « Où est la municipalité? » Au maire dans l'assistance: « Les gens ont voté pour vous, vous avez été élu. On est capable d'assurer la sécurité de 500 000 personnes, cinq jours pendant les Fêtes, mais pas de 2 000 habitants le reste de l'année. Monsieur le maire, vous devez nous aider! »

Le premier magistrat s'avance alors. « J'aimerais que vous puissiez m'écouter... » Il se présente comme le personnage « en première ligne ». « Ce n'est pas le procureur, le préfet ou le commissaire de police que vous voyez devant vous. » Derrière lui, à deux mètres, assis sur le rebord d'une fontaine, les trois jeunes hommes qui focalisent l'attention et la tension. L'un fume une cigarette. « Voyez ce type de personnages, ils n'ont même pas honte de se retrouver face à vous alors qu'ils sont à l'origine de vos problèmes. »

« **Petits caïds** »
L'édile annonce que « huit personnes ont été incarcérées pour trafic de stupés depuis trois ou quatre moi. Et de désigner ceux qui restent, des « petits caïds », encore mineurs. Jean-René Etchegaray appelle l'un d'eux par son prénom: « Bientôt tu sera majeur, Bixente... » « Je suis majeur », rétorque l'intéressé.

Jean-René Etchegaray a déjà fait connaître la lettre aux habitants, dans laquelle il annonce des moyens de sécurité complémentaires. Des forces de police municipale ont été redéployées, le soir, à Saint-Esprit. Pour pérenniser cette présence, « nous allons créer trois postes de policiers municipaux supplémentaires ». Le



Une centaine de Spiritalins réunis, samedi, place de la République, pour dénoncer l'insécurité. PHOTO NICOLAS MOULO

recrutement sera effectif avant la fin de l'année. » Au bout de la place, il désigne le restaurant africain Chez Bernadette, du nom de sa tenancière. Le maire a pris un arrêté municipal pour l'obliger à fermer à 20 heures.

« Cet endroit est un point de fixation de nombreux problèmes. » Des défenseurs de la fameuse Bernadette, viendront louer ses mérites au maire, en marge de la réunion. Mérites dont la justice semble douter, puisqu'elle l'a condamnée plusieurs fois pour des faits de violence et dernièrement, pour l'asservissement d'un sans-papiers: deux ans de travail sans salaire (affaire en appel). « J'ai demandé au

préfet la fermeture définitive de ce lieu », indique Jean-René Etchegaray. Et de rappeler le rachat par la Ville du VIP, un bar pour le moins interlope autrefois actif rue Sainte-Catherine. « Nous sommes en train d'acheter L'Agadir qui prévoit de cesser son activité, nous avons acquis le 4, rue Maubec. Nous agissons avec nos moyens. »

Ce ne sont pas ceux de l'État vers lequel se tourne l'Élu local. « J'en appelle à plus de moyens pour la Police nationale. Ou à défaut que l'État donne les moyens juridiques à la Police nationale de faire plus. » Par exemple, interpellé en cas de délit.

a de Saint-Esprit



« On ne nous demande jamais ce qu'on veut »

RÉACTION Des jeunes au cœur des tensions estiment compter pour quantité négligeable

Scène étonnante que ces trois jeunes hommes, assis devant les manifestants venus dénoncer l'insécurité qu'eux et quelques-uns de leurs pairs sont accusés de créer à Saint-Esprit. Ils se confient avec prudence: presse et politiques incarnent un reste du monde dont ils se défient. « Ça sert à rien de parler. Ce qu'on dit, ça compte pas. Le maire, il est jamais venu nous voir pour nous demander ce qu'on voudrait. On parle dans le vide. »

Jean-René Etchegaray aura un échange avec eux, en marge du rassemblement, place de la République. D'abord vigoureux: « Votre nom apparaît dans tous les mauvais coups », assène l'Élu. « Vous occupez les pas-de-porte, les entrées d'immeubles. Il faut que vous compreniez que vous inquiétez les gens. » Réponse, non sans un certain aplomb: « On était devant L'Agadir. On n'y est plus. Vous savez pourquoi? Parce que le patron est venu nous le demander normalement. »

Considérant les manifestants: « Ils veulent qu'on parte, mais nous, on est aussi du quartier. On y habite. »

Celui qui s'exprime là assure être « tout seul », avec sa mère, sa grand-mère et son enfant. Au maire qui l'interroge sur ce qu'il fait pour s'en sortir, il répond qu'il se forme à l'Alpa (1): « Vous pouvez aller vérifier ». Un certain renoncement s'exprime. « Vous voulez qu'on aille squatter la mission locale avec 600 autres qui n'ont pas de boulot? Arrêtez! »

Décalage total

Et de formuler les classiques revendications, « je sais pas, moi, une salle de jeux, des vélos électriques comme à Biarritz, des terrains de sport... » Décalage total quand une militante politique tout sourire lui suggère qu'à son âge, « pédaler un peu sur un vélo ne peut pas faire de mal ». Le garçon ne relève pas, poursuit son idée: « Il devait y avoir un terrain de foot plus grand, à la ZUP. Ya eu des mesures, le terrain a été tracé et puis ça s'est arrêté. » Le maire prend note. Et suggère la foultitude de clubs sportifs locaux.

P.P.
(1) Centre de formation pour adultes.

Deux fois moins d'éducateurs

SOCIAL Selon bien des acteurs de terrain, les moyens investis dans la prévention ne sont pas à la hauteur des enjeux

Samedi, place de la République, la question sécuritaire était au cœur des échanges. Naturellement, au lendemain d'une grave agression sur un commerçant du quartier Saint-Esprit (lire par ailleurs). Dans l'assistance, certains acteurs de terrain ont évoqué la dimension sociale d'une situation très complexe.

Les moyens alloués au travail social dans les quartiers qui en ont besoin se réduisent comme peau de chagrin. Jean-René Etchegaray note lui-même que « le Département a coupé le financement de deux éducateurs de rue qui intervenaient ici ». Plus précisément, en 2016, il a réduit de moitié sa subvention à l'association de prévention Labo-APSP. Elle avait fini en cessation de paiement.

« **Quel projet?** »
Christian Murat vit dans le quartier. C'est aussi un acteur associatif engagé de très longue date dans le champ des solidarités. « Avec la réduction de la subvention à Labo-APSP par le Conseil départemental,



Plus de forces de l'ordre: un investissement nécessaire qui ne doit pas reléguer le traitement social des choses. PHOTO N.M.

on est passé de 12 éducateurs de rue à six. » L'association Atherbea, l'acteur principal du social au Pays basque, a repris ces six employés, devant le tribunal de commerce. Atherbea n'a de cesse de demander les moyens de faire ce travail. Cela, depuis des années.

Pour Christian Murat, l'amputation de moyens pose une première question: celle des choix politiques. « Et puis, il faut aussi se demander ce qu'on fait des moyens restants. Quel est le projet social de la Ville? Comment tous les acteurs travaillent-ils ensemble? Sur quelle

analyse des besoins sociaux se base-t-on pour travailler sur le terrain? » Autant de questions qu'il a glissées à l'oreille du maire, lors de la manifestation.

Certainement faudra-t-il aussi faire le bilan des CAE (1) passés au rabot du gouvernement, qui met en difficulté nombre d'associations sur le terrain social. S'interroger encore sur la présence des pouvoirs publics dans les quartiers.

P.P.
(1) Contrats d'accompagnement dans l'emploi.

MERCERIE HARI PIRU

LIQUIDATION TOTALE AVANT TRAVAUX

TOUT DOIT DISPARAÎTRE!

10, rue Port-de-Castets - BAYONNE
Ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h

VISIT Bayonne
BAIOMA-PAYS-BASQUE

CET ÉTÉ, SUIVEZ LE GUIDE!
Visites guidées tous les jours!

à partir de **7€** par pers.
(grand - 12 ans)

INFORMATIONS / RÉSERVATIONS
05 59 45 03 00

#visitbayonne | bayonne-tourisme.com

Confiez-nous la vente de votre bien

La clé de votre réussite: 30 ans d'efficacité

LA CLÉ DU LOGIS 12, rue Jacques-Lafitte BAYONNE 05 59 25 30 00

CÔTE BASQUE IMMO 7, bd. Alsace-Lorraine BAYONNE 05 59 55 75 16

ATLANTIS 30, rue Jules-Labat BAYONNE 05 59 59 06 09

SAINT-PIERRE IMMO 15, av. du Labourd ST-PIERRE-D'IRUBE 05 59 44 28 08

30 personnes à votre service

ORPI
SOLUTIONS IMMOBILIÈRES